

C'est Jørgen Randers, le plus jeune des quatre auteurs du rapport de 1972, qui a réalisé cette mise à jour du modèle utilisé cinquante ans plus tôt. En entrant les données que nous observons aujourd'hui, cela nous a permis d'explorer des scénarios futurs, et notamment le scénario « Pas de géant », qui marque une rupture par rapport à la projection des tendances actuelles décrites dans le scénario « Trop peu trop tard ».

Beaucoup ont critiqué le rapport Meadows [de 1972] au motif qu'il prédisait un effondrement qui ne s'est pas réalisé. Or cet effondrement n'était qu'un scénario parmi d'autres futurs possibles décrits dans le rapport, mais c'est celui qui a, à l'époque, attiré l'attention. **Le message principal de ce rapport reste pourtant plus exact que jamais : notre régime de croissance reste insoutenable. C'est ce que de nombreuses études ont montré depuis, et c'est ce que confirme notre mise à jour du modèle utilisé dans le rapport Meadows.**

Cependant, nous avons pensé qu'il fallait faire plus qu'un travail prospectif. S'en tenir, comme le rapport Meadows, aux constats et alerter sur un risque futur ne suffit pas. **Il faut aussi faire des propositions et faire qu'un maximum de monde s'en empare.** C'est l'ambition de ce nouveau rapport.

Vos recommandations reprennent celles de beaucoup de publications sur le climat ou le développement durable. Quelle est l'originalité de votre approche ?

S. D.-D. : Vous avez raison, les solutions que nous présentons ne sont pas des inventions et elles sont, heureusement, largement partagées et éprouvées. Mais ce sur quoi nous insistons, c'est que réaliser le « pas de géant » pour atteindre le bien-être et la sécurité pour l'ensemble de l'humanité et de la planète nécessite une approche systémique.

Face à la crise écologique, les solutions proposées pour décarboner l'économie ou pour transformer le modèle agricole seront inopérantes si parallèlement on ne répond pas en profondeur à la question des impacts sociaux de ces transformations. Ce qui implique de s'attaquer à la pauvreté et aux inégalités sociales.

Et ce combat ne pourra pas être mené si on ne s'attaque pas en même temps aux inégalités entre les sexes, en particulier dans les pays du Sud. Il faut opérer un changement de cap radical simultanément sur ces cinq axes : climat, biodiversité, pauvreté, inégalités et rapports de genre.

Ce caractère nécessairement systémique du changement est une conclusion forte de notre travail de modélisation. **Une autre conclusion forte, c'est que l'éradication de la pauvreté et le recul des inégalités sont des sujets absolument prioritaires dans la lutte pour atténuer le réchauffement climatique et ses effets.**

Ce lien est assez évident, mais ce qui nous a surpris en faisant tourner notre modèle, c'est à quel point la variable du progrès social conditionnait la variable climatique. Ce n'est donc pas un hasard si dans notre rapport, nous traitons les cinq axes de changement en commençant par la pauvreté et les inégalités et en finissant par les moyens de décarboner l'économie.

Comment engager cette transformation systémique ?

S. D.-D. : **Le paradigme actuel, qui s'en remet aux lois du marché et aux gains technologiques ne nous sauvera pas. Il nous conduit dans l'impasse** sociale et écologique que décrit le scénario « trop peu, trop

tard ». Nous voyons tout ce que les gains technologiques peuvent apporter de positif et nous nous plaçons dans le cadre de l'économie de marché. Mais nous disons aussi très clairement, et cela ne plaît pas à tout le monde, que **l'Etat doit reprendre sa place de régulateur. C'est une condition pour mener à bien la transition juste.**

Je cite un chiffre de notre rapport qui m'a frappée : **entre les années 1970 et aujourd'hui, le salaire moyen des patrons a progressé de 1 400 %.** Notre économie dérégulée n'est plus une économie productive, c'est une économie financière, basée sur la valeur pour les actionnaires. Le rapport Meadows n'avait pas anticipé cette fantastique montée des inégalités, ni l'accroissement de la pauvreté dans les pays riches.

Assiste-t-on à une remise en cause du paradigme libéral et à une réhabilitation du rôle de l'Etat social ?

S. D.-D. : La période du Covid a pu le laisser penser. Cela faisait très longtemps qu'on n'avait pas vu autant de solidarité et autant d'interventions des gouvernements pour la protection des citoyens, tant à l'intérieur qu'entre les Etats. Mais cette période a été de courte durée. **Aux Etats-Unis, l'idéologie du marché reste ultradominante, tandis qu'en Europe, nous assistons à une montée en force des courants libéraux et populistes.**

Dans votre chapitre sur les inégalités, vous préconisez que les 10 % les plus riches ne détiennent pas plus de 40 % de la richesse. Comment les y pousser dans un Etat démocratique ?

S. D.-D. : Selon les régions du monde, les 10 % les plus riches détiennent entre 60 % et 80 % des richesses. Il ne s'agit pas d'abolir les inégalités mais de les ramener à un niveau qui reste compatible avec une société de bien-être, que nous avons estimé avec notre modèle à 40 %.

Les niveaux atteints par les inégalités sont de plus en plus ouvertement critiqués dans beaucoup d'Etats comme une entrave au développement. En témoigne par exemple une déclaration de l'OCDE qui préconise d'accroître la fiscalité sur les plus riches, ménages comme entreprises.

D'avantage taxer les riches est un sujet de plus en plus présent dans le débat public, comme on l'a vu par exemple récemment en France. Ce débat existe aussi chez les principaux intéressés. Aux Etats-Unis, nombreux sont les individus très riches à avoir rejoint le mouvement des Patriotic Millionaires, qui disent qu'ils ne payent pas assez d'impôts.

Ces différentes initiatives restent encore très minoritaires, mais désormais, le sujet est posé et de plus en plus de citoyens s'en emparent. Pour convaincre les riches qu'ils doivent bouger, il faut leur faire comprendre que pour eux aussi, il y a énormément de risques à habiter sur une planète qui est en train de brûler. **Là où il y a moins d'inégalités, il y a moins de criminalité et d'insécurité et la vie est généralement plus agréable. C'est un discours que l'on commence à entendre à Davos.**

Votre rapport propose la création d'un dividende universel de base. De quoi s'agit-il ?

S. D.-D. : **L'idée est de partager équitablement les revenus de ressources qui sont exploitées et appropriées par quelques-uns mais qui en réalité devraient être considérées comme des biens communs.** Un exemple d'actualité, c'est le pétrole et le gaz, dont l'extraction génère actuellement des revenus stratosphériques.

Mais on pourrait citer l'ensemble des ressources du sous-sol et en particulier celles qui demain joueront un rôle clé dans la décarbonation de l'énergie, ou encore les océans, des terres agricoles, des brevets qui devraient relever du domaine public... Cette idée de « dividende sur les communs » ne doit pas être confondue avec celle d'un revenu universel de base. Il ne s'agit pas d'un revenu de substitution, sujet qui fait débat par ailleurs, mais du partage de biens communs aujourd'hui privatisés.

Vous avez écrit ce rapport pour que l'on s'en empare. C'est le cas ?

S. D.-D. : Nous avons fait un effort pour pouvoir être lus par tous, responsables politiques comme simples citoyens. Nous avons décrit nos deux scénarios, le tendanciel et le souhaitable, comme des récits de vie, en mettant en scène l'histoire de quatre femmes imaginaires nées aujourd'hui, l'une en Chine, l'autre aux Etats-Unis, la troisième au Bangladesh et la quatrième au Nigeria. Et nous racontons ce que pourrait être l'évolution de leur vie d'ici à 2050, selon que nous aurons opéré ou non nos cinq changements de cap.

Tout ce travail, et sur les propositions et sur la forme narrative, a été réalisé sur la base de nombreux échanges, avec des chercheurs, des militants, des habitants de tous les continents. Le rapport Meadows avait été produit par des universitaires occidentaux, il était pour nous essentiel que ce nouveau rapport soit le fruit d'une réflexion très élargie.

Depuis sa sortie il y a un an en langue allemande, notre rapport a été traduit en huit langues. Je vois qu'il suscite beaucoup d'intérêt dans des audiences très différentes. Des individus, des associations, des entreprises, des universités nous sollicitent, et même des gouvernements, comme en Autriche, en Ukraine, au Kenya, au Vanuatu.

En septembre, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies où on a fait le point sur la mise en œuvre des 17 objectifs du développement durable pour 2030, nous avons présenté notre rapport au secrétaire général António Guterres et à son équipe. Ils l'ont beaucoup apprécié, en particulier la simplicité du message, et ils veulent travailler avec nous.

Nous sommes confrontés aujourd'hui à une vague populiste qui emporte l'adhésion de l'opinion avec un message très simple : « N'écoutez pas les écologistes, car ils veulent que vous fassiez des sacrifices et vous serez perdants, donc ne changeons rien au système. » C'est un discours qui nous emmène vers la catastrophe, mais je pense que si on veut le contrer et gagner, il faut que nous aussi, nous ayons un message simple et que nous soyons stratégiques. C'est ce qu'on veut faire avec ce rapport.